

# Histoire de la sociologie coloniale

*par Jean-Louis Fabiani*

---

**La colonisation s'est accompagnée d'une volonté de savoir qui s'est appuyée sur des institutions spécifiques et qui, dans le champ des sciences sociales, a donné naissance à un orientalisme tenace.**

---

À propos de : George Steinmetz, *The Colonial Origins of Modern Social Thought. French Sociology and the Overseas Empire*, Princeton, Princeton University Press, 2023, 554 p.

## **L'inconscient colonial des sciences sociales**

Le dernier livre de George Steinmetz, un des meilleurs représentants de la nouvelle sociologie historique des sciences sociales, est porté par une grande ambition : évaluer l'importance de la matrice coloniale dans le développement des sciences sociales du monde moderne. Le cas français est privilégié, car l'expérience coloniale y a toujours été accompagnée par une puissante volonté de savoir, comme le montre l'entreprise connue sous le nom d'Exploration scientifique de l'Algérie, qui mobilisa à la fois savants et militaires à partir de 1839 et produisit une masse considérable de données, de la géographie physique à l'anthropologie<sup>1</sup>. De nombreux travaux ont montré l'implication de la plupart des administrateurs coloniaux dans la

---

<sup>1</sup> NORDMAN Daniel, « Science et colonisation. Quelques naturalistes en Algérie sous le Second Empire », dans : Dominique Avon éd., *De l'Atlas à l'Orient musulman. Contributions en hommage à Daniel Rivet*. Paris, Karthala, « Hommes et sociétés », 2011, p. 111-122.

production de connaissances, à l'intersection de la gestion des populations dominées et de la connaissance ethnologique de plein exercice<sup>2</sup>. Bien que la France ne figure que dans le sous-titre, c'est bien de ce pays qu'il est question, et non de la pensée moderne du social dans son ensemble. Il serait intéressant de se demander si le cas français est paradigmatique, ou si sa singularité tient à la spécificité du processus colonial et de son lien à la construction de la Troisième République

George Steinmetz veut aller plus loin que le discours aujourd'hui défini comme « décolonial » : il s'agit d'identifier les effets en retour de ces savoirs sur la production ordinaire des connaissances de la sociologie, considérée comme discipline centrale dans l'ouvrage. La colonisation et son envers, la décolonisation, sont en effet au cœur de la sociologie. On le savait déjà, mais l'auteur ne se limite pas à la dénonciation de la connexion entre le moment fondateur de la discipline et l'entreprise coloniale, toujours un peu vaine tant qu'elle n'envisage pas les conséquences épistémologiques de la situation particulière des savoirs en question.

## Décoloniser leurs/nos schèmes de pensée

Pour mener à bien son entreprise, Steinmetz est amené à resserrer progressivement la focale : il commence par une introduction destinée à ce qu'il appelle une construction d'objet. La démarche est en effet réflexive : l'auteur est parfaitement conscient que son projet se situe dans un après-coup : c'est après le temps des colonies qu'on peut décrire le régime de connaissances qui s'y est instauré et a débordé sur la métropole. Les conditions de possibilité d'un retour réflexif sont donc liées à la fin de l'empire, dont il ne reste que quelques îlots concrets, mais beaucoup plus de pratiques prises comme allant de soi, y compris théoriques, plus ou moins conscientes et objectivées, comme on le voit en ce moment si l'on observe la relation contemporaine entre la France et ses anciennes colonies africaines.

Comme les schèmes cognitifs nés de la période coloniale sont aujourd'hui sédimentés dans nos pratiques de savoir, nous n'en avons plus conscience, et l'amnésie règne. Faire revenir ces schèmes à la mémoire, c'est produire une anamnèse qui est supposée libérer les anciens colonisés, qui continuent d'utiliser des cadres de pensée qui ont été largement produits contre eux, et les ex-colonisateurs, qui sont, comme

---

<sup>2</sup> Voir particulièrement SINGARAVELOU, Pierre, *Professor l'Empire. Les sciences coloniales en France sous la Troisième République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.

l'écrivait Bourdieu s'inspirant de Hegel « dominés par leur propre domination » et, dans une certaine mesure, contraints par d'anciennes habitudes. L'idée est ici que tous ont intérêt à la décolonisation de la pensée, ce qui est évidemment contesté par les plus exclusifs des décoloniaux, qui entendent se réserver le bénéfice du processus.

L'immense mérite de Steinmetz consiste à prendre la notion d'anamnèse à la lettre. Son travail d'historien permet de comprendre l'importance de la sociologie coloniale dans la construction quelque peu cahotante et fort lente, de la discipline en France. Alors que la sociologie comme mot fait son apparition à la Sorbonne seulement en 1913 à l'occasion du cours de Durkheim sur le pragmatisme, et qu'une licence de sociologie n'est créée qu'en 1958, le premier Congrès international de sociologie coloniale a lieu en 1900. Les profondes réticences des philosophes à l'égard de l'institutionnalisation des sciences sociales, ont pour conséquence paradoxale le fait que le terme est approprié d'abord par des non-universitaires, qui ne cachent pas la vocation appliquée de ce type de savoir : développer des connaissances à propos de populations qu'il s'agit d'administrer dans une perspective de conquête.

Ici se pose une première question : qu'y a-t-il de commun entre cette sociologie coloniale florissante qui s'embarrasse peu de certification universitaire et l'entreprise de Durkheim et de ses élèves, voire celle de Tarde ? L'usage commun d'un terme ne vaut pas création d'un champ disciplinaire unifié : l'auteur des *Règles de la méthode sociologique* a passé sa vie à fustiger les usages illicites du terme par des amateurs ou des journalistes peu scrupuleux. Le succès du terme dans l'espace colonial est incontestable, mais cela ne suffit pas à classer tous les sociologues dans la même catégorie.

Il faut pour ne pas se tromper respecter le principe de l'autonomie relative des champs : Durkheim reste un membre éminent du champ philosophique de son époque, Randall Collins<sup>3</sup> a eu raison de reprocher à Raewyn Connell<sup>4</sup>, l'une des meilleures représentantes du courant postcolonial, de faire de quelques lignes sur les Berbères dans *De la division du travail social* (1893) la preuve du colonialisme de Durkheim. Il est fort probable que le sociologue a eu connaissance de ce peuple à travers le compte rendu d'un colonisateur, mais comme il le comparait aux anciens Hébreux, on voit mal quelle est la portée coloniale de son exemple.

---

<sup>3</sup> COLLINS, Randall, « A Sociological Guilt Trip. Comment on Connell, *American Journal of Sociology*, Vol 102, n° 6, May 1997, p. 1558-1654.

<sup>4</sup> CONNELL, Raewyn, W. *Southern Theory*, Londres, Routledge, 2007.

## La prolifération des institutions de savoir et leur autonomisation progressive

Plus intéressant est le deuxième moment de l'analyse de Steinmetz, lorsqu'il centre l'objectif sur les très nombreuses institutions de savoir que le moment colonial a suscitées. Liés principalement à des intérêts pratiques directement issus de la nécessité de l'entreprise de domination et de gestion des populations, ces établissements sont souvent attachés à une aire géographique, au Maghreb, en Afrique noire ou en ce qui était alors l'Indochine. On y développe donc des connaissances spécialisées à partir d'une grille commune (le retard culturel, l'absence d'histoire, les formes matrimoniales, la logique du développement, etc.). On leur donne beaucoup de moyens matériels : véhicules (de la jeep à l'avion), techniques (photo puis cinéma) et humains (les colonisés constituent une remarquable population d'informateurs et d'assistants). L'analyse de Steinmetz est ici à son meilleur : le savoir au service du pouvoir a besoin de moyens exceptionnels.

Le sociologue montre très bien comment ces institutions contribuent à développer un orientalisme savant qui, sous certaines conditions, se rapproche de la sphère universitaire, en particulier parce qu'elles servent souvent de banc d'essai à de jeunes chercheurs qui y trouvent leur premier emploi. On peut ajouter deux points à l'analyse : le premier est celui de l'expérience exotique, qui ne se superpose pas à l'espace colonial proprement dit et qui prend souvent la forme d'une expérience coloniale, qu'il s'agisse des universitaires français établis au Brésil (Georges Dumas, Claude Lévi-Strauss et Roger Bastide étant les plus connus), dans les Andes (François Bourricaud) ou des archéologues issus de l'École française d'Athènes, dont les fouilles sont permises par l'existence d'un personnel bon marché et obéissant. Au-delà de la colonie proprement dite, c'est le caractère de cette relation primitive à l'altérité, fondée sur l'inégalité de savoir et de ressources, qu'il faudrait interroger.

Très tôt, les savants impliqués tendent à infléchir le programme de ces institutions de savoir en accroissant leur autonomie. C'est autour de ce moment que se situe le point de jonction entre le champ sociologique à l'état naissant et le champ de la sociologie coloniale, qui est peu préoccupée par une théorie générale du social. La quête de l'autonomie est particulièrement bien décrite par Steinmetz, notamment à propos de Jacques Berque entre les deux guerres mondiales : Berque est passé d'un poste administratif civil chargé du contrôle de tribus marocaines à la chaire du Collège de France intitulée « Histoire sociale de l'histoire de l'Islam contemporain ». Pour y

parvenir, il a multiplié les recherches indépendantes appuyées sur son expérience bureaucratique et est devenu l'une des voix de l'anticolonialisme d'après-guerre. C'est d'ailleurs à lui que l'on doit le premier usage du terme décolonial, ce que Steinmetz rappelle très utilement. Les analyses de l'autonomisation progressive d'institutions de savoir coloniales sont une des forces du livre de Steinmetz : ce concept fait souvent l'objet d'un usage vague et en définitive infructueux. C'est en particulier le cas de l'ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer), où les moyens importants qui sont accordés, dans une logique poursuivant la volonté impériale de produire des savoirs à l'aide de dispositifs techniques sophistiqués, sont en quelque sorte détournés par les scientifiques qui produisent des analyses originales et souvent critiques et qui, sans nécessairement l'afficher ostensiblement, font autre chose que ce qui leur a été demandé.

## Une expérience inaugurale

Plus que l'existence d'une sociologie coloniale relativement unifiée, et d'ailleurs improbable étant donné la diversité des trajectoires, des formations et des ressources, c'est la puissance de la relation au monde colonial au sein de la population des chercheurs en sciences sociales de l'après-Deuxième Guerre mondiale que l'enquête minutieuse de Steinmetz établit : l'attribution d'un poste dans l'espace colonial au début de la carrière est un phénomène massif : les cas de Fernand Braudel, nommé à Constantine après son succès à l'agrégation, et celui, plus récent, de Pierre Nora, nommé à Oran à la veille de l'indépendance, sont bien connus, mais il y en a beaucoup d'autres qui découvrent, après la rigueur des concours de recrutement, les beautés de l'espace colonial, et plus rarement, sauf dans la dernière décennie, sa profonde misère. Jusqu'à la fin des années 1950, Alger a l'allure d'une vraie capitale, suffisamment éloignée de Paris pour ne pas être une ville de province et suffisamment exotique pour susciter des pulsions orientalistes. La faculté d'Alger constituera d'ailleurs un tremplin remarquable pour de grandes carrières : Braudel y fut professeur auxiliaire, et Bourdieu assistant. Certains, comme le grand anthropologue de la Grèce antique, Louis Gernet, qui signa le manifeste des 121, déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie, y fit l'essentiel de sa carrière, sans doute au détriment de sa réputation universitaire.

Plus généralement, l'expérience coloniale de recherche et d'enseignement est un trait commun à un grand nombre des professeurs et des chercheurs en sciences

sociales les plus connus à partir des années 1960. En plus des noms cités précédemment on peut ajouter Jean Cuisenier, qui, avant de devenir le grand maître de l'ethnologie française, fut envoyé à Tunis, Jean-William Lapierre, assistant pendant quatre ans à Tananarive, Éric de Dampierre, dont Steinmetz fait un portrait très fouillé, en fort contraste avec celui de Bourdieu, avec lequel il partage une filiation weberienne, Louis-Vincent Thomas, qui comme Pierre Fougereyrollas, enseigna à Dakar, et pour finir ceux qu'on peut définir plus précisément comme anthropologues de l'espace colonial, Paul Mercier, Paul Pascon, Jean-Henri Servier, Jean Duvignaud et Paul Sebag. Les trajectoires de ces individus sont évidemment très diverses et tous ne méritent pas le qualificatif de sociologue colonial, mais le recensement de Steinmetz dessine à n'en point douter un espace de référence commun. Cette communauté d'expériences, de sensations et de relations à l'altérité n'a pas de conséquences univoques sur les prises de position politiques des agents : Gernet est tôt engagé contre le colonialisme, alors que Jean-Henri Servier s'engage pour l'Algérie française.

## Une prosopographie paradoxale

La dernière partie de l'ouvrage tranche avec tout ce qui précède. Quatre personnalités y font l'objet de chapitres admirablement documentés. Le premier est consacré à Raymond Aron. La lectrice ou le lecteur peuvent s'en étonner. Steinmetz a joint à son enquête une série d'illustrations pertinentes présentant tout l'attirail du chercheur colonial. Il est pourtant difficile d'imaginer le crâne aigu de Raymond Aron coiffé d'un casque colonial. Que vient-il faire dans cette galerie de portraits où il voisine avec Jacques Berque, Georges Balandier et Pierre Bourdieu, qui ont fait de l'espace colonial un support d'investigation critique à l'égard du processus de colonisation ? Certes, Aron s'est opposé fermement, mais avec la mesure qui le caractérise, à la guerre d'Algérie : *La tragédie algérienne* (1957) où Aron soutint l'indépendance de l'Algérie, demeure une lecture indispensable, qui valut à son auteur l'hostilité irrémédiable de la droite et, notamment, d'un autre savant, lui-même vraiment colonial, Jacques Soustelle.

L'opposition au colonialisme d'Aron est d'abord morale : la situation faite au colonisé est une offense à la conscience en toutes circonstances. Il ajoute un autre type d'argument, qui n'a rien avoir avec le précédent, et qui est fondé sur un constat de Real Politik : la France est un empire à bout de souffle, dont on se demande s'il en est encore un tant il n'a plus les moyens de ses ambitions. Le choix d'Aron, bien que non

justifié par sa propre situation dans l'espace colonial, est l'effet de la considération que Steinmetz accorde à la théorie de l'impérialisme qu'il a développée, au contact de la philosophie et de la sociologie allemandes, et qui est tout à fait à l'opposé des théories marxistes du même objet, qu'il s'agisse de celle, assez simpliste, de Lénine, ou de celle, plus élaborée, de Rosa Luxemburg. Pour Aron, qui a lu Weber et Carl Schmitt avec attention, le substrat économique de l'aventure impériale n'est jamais sa détermination en dernière instance. On l'a vu au moment de la conquête de l'Algérie, où les milieux économiques s'opposaient à ce qu'ils jugeaient comme une affaire coûteuse sans perspective de profit futur, alors que les membres du Parti Coloniste ne faisaient presque jamais partie des classes possédantes. Steinmetz remarque très bien tout cela, qu'on pourrait résumer comme le primat de l'idéologie sur les facteurs matériels, ce qui contraste avec la vulgate postcoloniale.

Faire d'Aron, comme y tend l'auteur, un précurseur de la théorie décoloniale semble de ce fait trop audacieux : sa condamnation du racisme ou de la violence impériale est celle d'un libéral assumé et sans illusion, nourri de Max Weber, de Clausewitz et de Tocqueville. Steinmetz a tout à fait raison de sortir l'auteur de la *République impériale* (1973) de la position caricaturale dans laquelle les gens de gauche l'ont souvent enfermé (y compris les disciples les plus zélés de Bourdieu). Il est cependant exagéré de le tordre à ce point du côté décolonial. D'ailleurs, le fait d'intégrer le moment colonial dans une théorie générale de l'empire, qui semble être le grand projet d'Aron, ne va pas sans difficulté pour les tenants du caractère unique du colonialisme occidental, qu'une approche globale rangera au contraire comme une forme particulière de domination historiquement et géographiquement localisable : une bonne partie de la force idéologique du décolonialisme (blâmer l'eurocentrisme dominateur lié, à tort ou à raison, à l'esprit des Lumières) se trouve ainsi annulée.

On l'aura compris : ce livre est un grand livre, et l'on pardonnera sans peine à l'auteur quelques erreurs ou approximations. Une question demeure après la lecture d'un ouvrage appelé à devenir la référence de toutes les recherches sur la sociologie française. Elle porte sur la position à distance de l'auteur : si on le croit, un sociologue français n'aurait pas pu effectuer cette recherche dans la mesure où cette histoire fait l'objet d'une amnésie. Il a sans doute raison, dans la mesure où personne n'aurait eu l'idée de faire une recherche aussi ample sur ce que nous tendons à considérer comme un secteur dominé des sciences sociales et qui en fait est décisif pour l'histoire de la discipline en France dans ses formes les plus légitimes. On peut y voir un joli paradoxe : c'est un membre de la République impériale qui tend un miroir à ses collègues français pour les sortir de leur amnésie. Il est vrai qu'il est plus facile de

parler d'un empire mort que d'un empire encore vivant. Mais ne peut-on pas conclure en disant *de te fabula narratur* ? Cette histoire, George, est aussi la tienne.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 26 octobre 2023